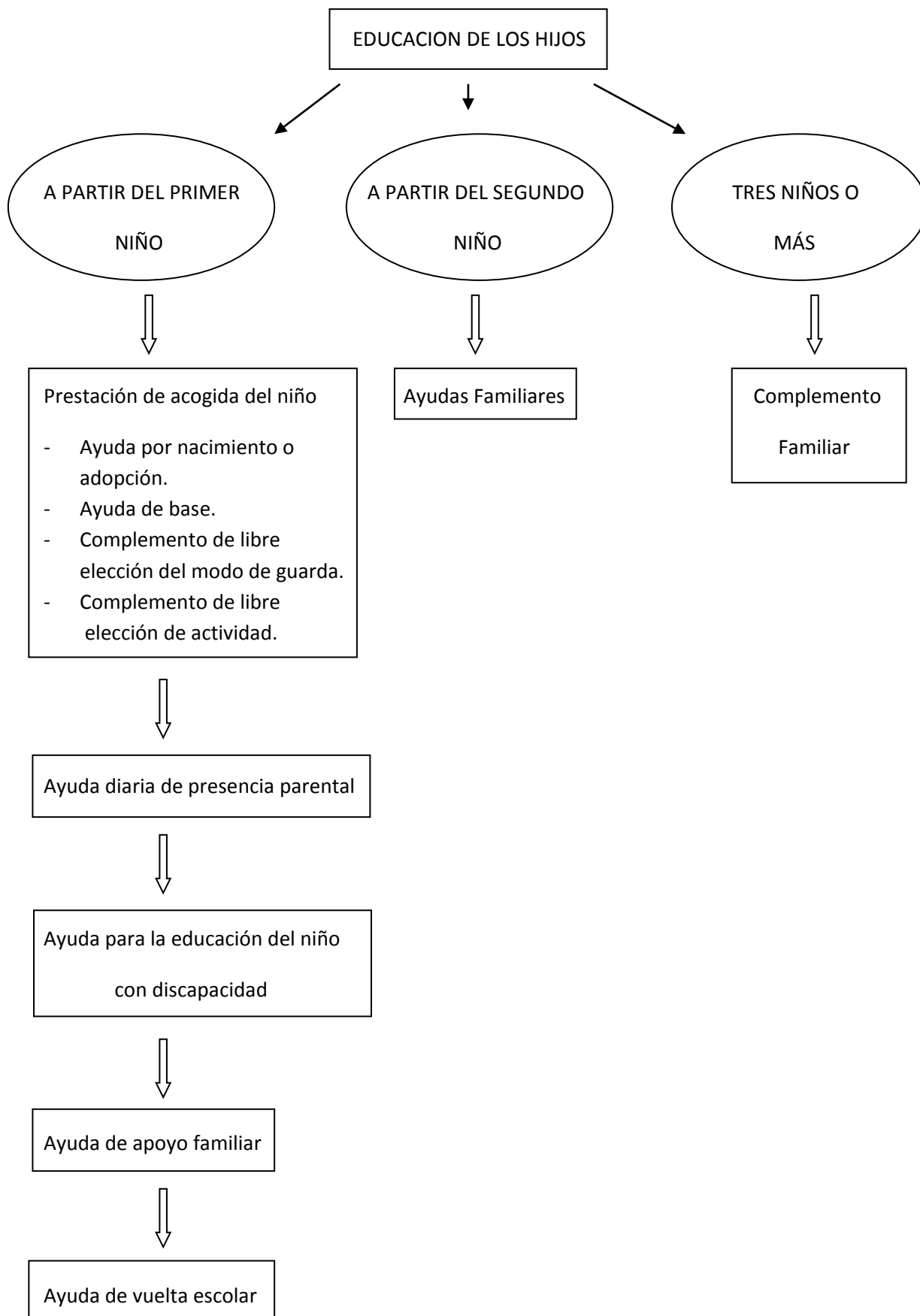
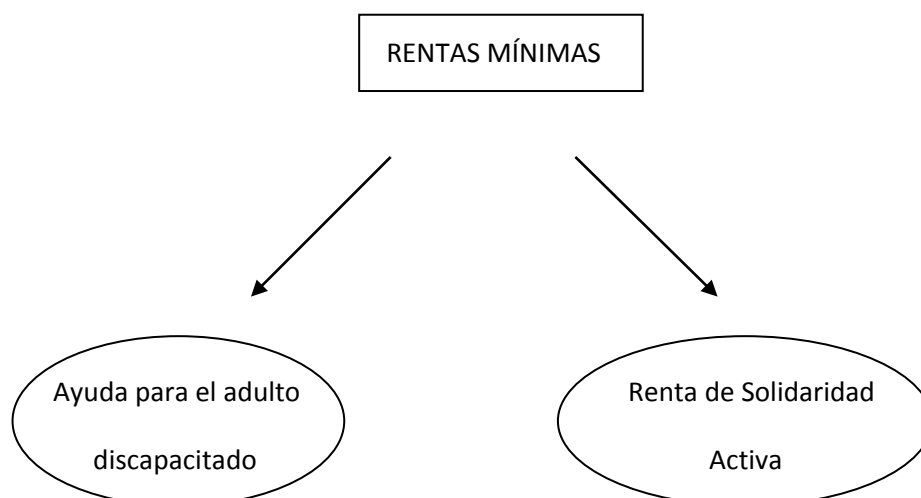
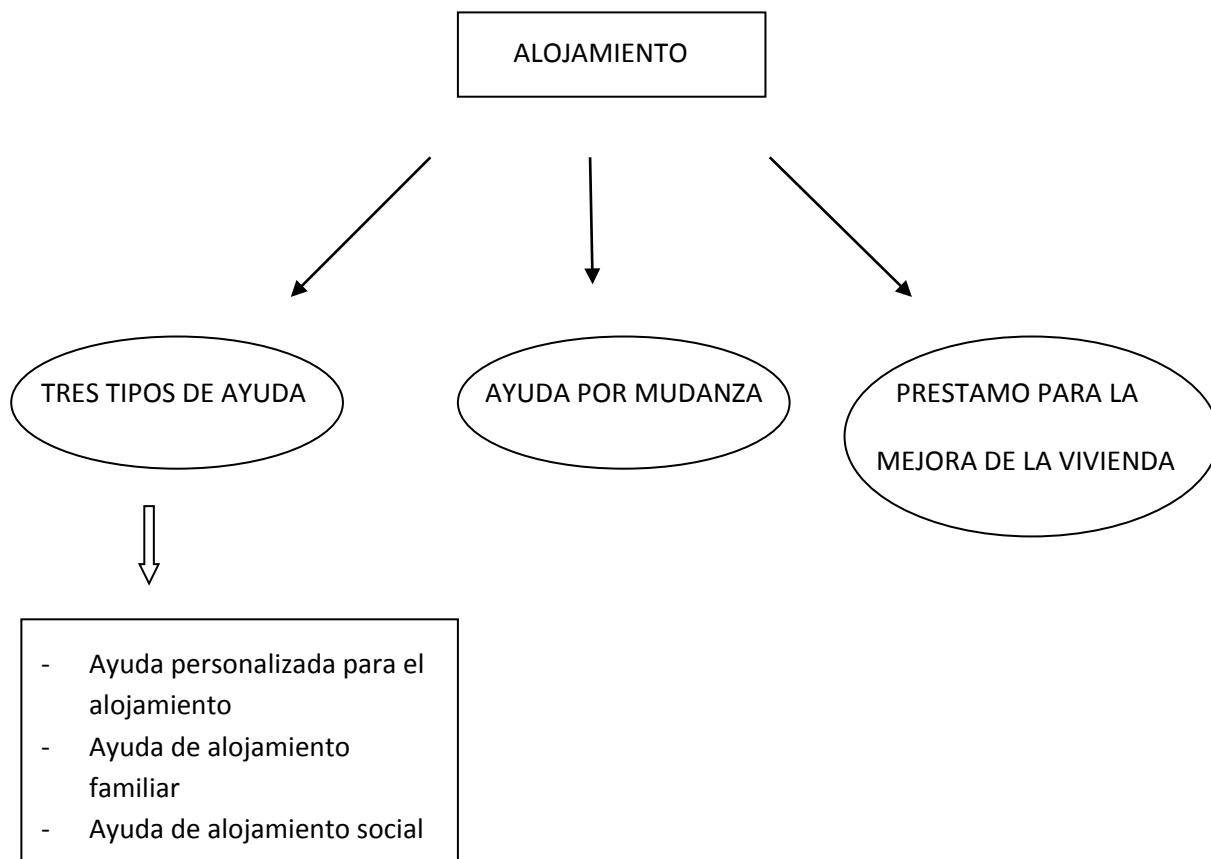


Anexos

ANEXO 1: ESQUEMA DE LAS PRESTACIONES DE LA CAF (Caja de Ayudas Familiares)



ANEXO 1: ESQUEMA DE LAS PRESTACIONES DE LA CAF (Caja de Ayudas Familiares)





CONTRAT D'ACCUEIL ET D'INTÉGRATION

Ministère de l'Immigration, de l'Intégration, de l'Identité Nationale et du Développement Solidaire
Office Français de l'Immigration et de l'Intégration



Bienvenue en France,

Vous avez été admis à résider sur le territoire de la République française, Etat membre de l'Union européenne. Chaque année, plus de 100 000 étrangers s'installent en France venant de pays, de cultures différents. Comme vous, depuis plus de cent ans, d'autres y sont venus et y ont construit leur vie. Ils ont participé à son développement et à sa modernisation. Certains, parfois au prix de leur liberté ou de leur vie, ont défendu son sol par les armes.

La France et les Français sont attachés à une histoire, à une culture et à certaines valeurs fondamentales. Pour vivre ensemble, il est nécessaire de les connaître et de les respecter. C'est pourquoi, dans le cadre d'un contrat d'accueil et d'intégration, nous vous demandons de suivre une journée de formation civique pour mieux comprendre le pays dans lequel vous allez vivre.

La France, une démocratie

- La France est une république indivisible, laïque, démocratique et sociale.
- Le pouvoir repose sur la souveraineté du peuple, exprimée par le suffrage universel ouvert à tous les citoyens français âgés de plus de 18 ans.
- Sur de nombreux bâtiments publics, vous verrez gravée l'inscription «Liberté, Égalité, Fraternité». Cette devise est celle de la République française.

La France, un pays de droits et de devoirs

La Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789 proclame que tous les hommes naissent et demeurent libres et égaux en droits, quelles que soient leur origine, leur condition et leur fortune. La France garantit le respect des droits fondamentaux, qui sont notamment :

- La liberté, qui s'exprime sous plusieurs formes : liberté d'opinion, liberté d'expression, liberté de réunion, liberté de circulation...
- La sûreté, qui garantit la protection par les pouvoirs publics des personnes et des biens.
- Le droit personnel à la propriété.

Les étrangers en situation régulière ont les mêmes droits et les mêmes devoirs que les Français, sauf le droit de vote qui reste attaché à la nationalité, et doivent respecter les lois et principes de la République française. Quelle sanctionne ou qu'elle protège, la loi est la même pour tous, sans distinction d'origine, de race ou de religion.

La France, un pays laïc

- En France, la religion relève du domaine privé.

- Chacun peut avoir les croyances religieuses de son choix ou ne pas en avoir. Tant qu'elles ne troublent pas l'ordre public, l'État respecte toutes les croyances et la liberté de culte.

- L'État est indépendant des religions et veille à l'application des principes de tolérance et de liberté.

La France, un pays d'égalité

L'égalité entre les hommes et les femmes est un principe fondamental de la société française. Les femmes ont les mêmes droits et les mêmes devoirs que les hommes. Les parents sont conjointement responsables de leurs enfants. Ce principe s'applique à tous, Français et étrangers. Les femmes ne sont soumises ni à l'autorité du mari, ni à celle du père ou du frère pour, par exemple, travailler, sortir ou ouvrir un compte bancaire. Les mariages forcés et la polygamie sont interdits, tandis que l'intégrité du corps est protégée par la loi.

Connaître le français, une nécessité

- La langue française est un des fondements de l'unité nationale. La connaissance du français est donc indispensable à votre intégration et favorisera le contact avec l'ensemble de la population.
- C'est pourquoi vous devez avoir un niveau de connaissance de la langue française qui vous permette, par exemple, d'entreprendre des démarches administratives, d'inscrire vos enfants à l'école, de trouver un travail et de participer à part entière à la vie de la cité. Si vous n'avez pas ce niveau à votre arrivée en France, vous devez l'acquérir en suivant une formation sanctionnée par un diplôme reconnu par l'Etat. L'inscription à cette formation gratuite est faite par l'Office Français de l'Immigration et de l'Intégration.
- L'école est la base de la réussite professionnelle de vos enfants. En France, l'école publique est gratuite. La scolarité est obligatoire de 6 à 16 ans. Garçons et filles étudient ensemble dans toutes les classes.



ANEXO 2: Copia del Contrato de Acogida e Integración (Página 2/2)

Liberté . Égalité . Fraternité

Préambule

L'intégration de populations différentes exige une tolérance mutuelle et le respect par tous, Français comme étrangers, des règles, des lois et des usages.

Choisir de vivre en France, c'est avoir la volonté de s'intégrer à la société française et d'accepter les valeurs fondamentales de la République.

C'est pourquoi vous devez préparer votre intégration républicaine dans la société française en signant, à cette fin, le contrat d'accueil et d'intégration prévu par l'article L-311-9 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile.

Le présent contrat est conclu entre l'Etat, représenté par le préfet du département et
Madame/Mademoiselle/Monsieur.....

Article 1 : Engagements de l'État

L'Etat assure l'ensemble des prestations suivantes :

- Une réunion d'accueil collectif
- Une visite médicale permettant la délivrance du titre de séjour
- Un entretien individuel permettant notamment d'apprécier le niveau de connaissance en français du signataire du contrat
- En tant que de besoin :
 - un bilan linguistique
 - un entretien avec un travailleur social, donnant lieu, si nécessaire, à l'établissement d'un diagnostic social et à la mise en œuvre d'un appui social individualisé
- Une journée de formation civique présentant les droits fondamentaux et les grands principes et valeurs de la République, ainsi que les institutions de la France
- Si nécessaire, une formation linguistique dont la durée est fixée en fonction des besoins et capacités d'apprentissage de la personne. Cette formation est destinée à permettre d'atteindre un niveau de langue correspondant à celui exigé pour le diplôme initial de langue française (DILF)
- Une session d'information sur la vie en France qui a pour objet de faciliter la compréhension de la société française et l'accès aux services publics
- Un bilan de compétences professionnelles, sur une demi-journée permettant de faire un point sur les compétences professionnelles et le projet professionnel des signataires et de les orienter en conséquence. Ce bilan vise à encourager les signataires du CAI à trouver un emploi.

Art 2 : Engagements du signataire du contrat

M./ Mme / Melle
dont le niveau de connaissance du français est jugé satisfaisant / non satisfaisant (rayer la mention inutile) s'engage :

- À participer à la journée de formation civique, à la session d'information sur la vie en France s'il a souhaité en bénéficier, et au bilan de compétences professionnelles
 - À suivre avec assiduité, lorsqu'elle lui a été prescrite, la formation linguistique destinée à lui permettre d'atteindre un niveau satisfaisant en français, ainsi qu'à se présenter à l'examen organisé à l'issue de la formation pour l'obtention du diplôme initial de langue française (DILF)
 - À se rendre aux entretiens fixés pour le suivi du contrat.
- L'assiduité de l'étranger à chacune des formations prescrites est sanctionnée par une attestation nominative remise par l'OFIL.

Art 3 : Durée du contrat

Le présent contrat est conclu pour une durée d'un an. Il peut exceptionnellement être prolongé par le préfet dans la limite d'une année supplémentaire, pour engager ou terminer une formation prescrite. Dans ce cas, la clôture du contrat intervient à l'échéance de cette formation, dans des conditions précisées au signataire par l'OFIL.

Art 4 : Suivi du contrat

La réalisation du contrat fait l'objet d'un suivi administratif et d'une évaluation par l'OFIL. Au terme du contrat, l'OFIL vérifie que les actions de formation ou d'information inscrites au contrat ont été effectivement suivies et délivre au signataire une attestation nominative récapitulative qui précise les modalités de leur validation. Cette attestation est transmise au préfet qui peut tenir compte, lors du premier renouvellement de la carte de séjour, du non respect des engagements pris dans le cadre du contrat.

Art 5 : Respect du contrat

Le signataire est informé que le préfet :

- Peut résilier le contrat en cas de non participation à une formation prescrite ou en cas d'abandon en cours de formation, sans motif légitime
- Tient compte de la signature du contrat et de son respect pour l'appréciation de la condition d'intégration républicaine de l'étranger dans la société française prévue pour la délivrance de la carte de résident.

N° de contrat : N° AGDREF :
Fait à Le

Le préfet du département : Mme, Melle, M
Pour les mineurs, le représentant légal

C.A.I. 01/2010

Ministère de l'immigration, de l'intégration, de l'identité nationale et du développement solidaire
Office Français de l'Immigration et de l'Intégration

La loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés s'applique à ce contrat. Elle garantit un droit d'accès et de rectification pour les données vous concernant auprès de l'Office Français de l'Immigration et de l'Intégration.

ANEXO 3: Copia del Contrato de Acogida e Integración en español (pág. 1/2)



Francia le da la bienvenida

Usted ha recibido la autorización para residir en el territorio de la República francesa, Estado miembro de la Unión europea.

Cada año, cerca de 100.000 extranjeros provenientes de países y culturas diferentes se instalan en Francia. Como usted, otras personas vienen y construyen sus vidas, desde hace más de cien años.

Esas personas han participado en el desarrollo y la modernización del país. Algunos, incluso, han tomado las armas para defender esta tierra pagando con su libertad y su vida.

Para Francia y los franceses, su historia, su cultura y ciertos principios fundamentales son esenciales. Para vivir en comunidad, es necesario conocerlos y respetarlos. Para eso se ha creado el Contrato de acogida y de integración. Para su aplicación, le pedimos que asista a una jornada de formación cívica para ayudarle a conocer mejor el país en el que va a vivir.

Francia, una democracia

Francia es una república indivisible, laica, democrática y social.

El poder popular se sustenta en la soberanía del pueblo, ejercida a través del sufragio universal accesible a todos los ciudadanos franceses mayores de 18 años.

En la fachada de numerosos edificios públicos, verá usted la inscripción "Liberté, Égalité, Fraternité" (Libertad, Igualdad, Fraternidad), lema de la República francesa.

Francia, un país con derechos y deberes

La Declaración de Derechos del Hombre y del Ciudadano de 1789 proclama que todos los seres humanos nacen libres e iguales en dignidad y derechos, sin distinción alguna de su origen, posición económica o cualquier otra condición.

Francia garantiza el respeto de los derechos fundamentales, que son:

- libertad, que puede ser: libertad de opinión, libertad de expresión, libertad de reunión, libertad de circulación, etc.
- seguridad, que garantiza que los poderes públicos se hacen cargo de la protección de las personas y los bienes
- derecho personal a la propiedad

Los extranjeros en situación regular tienen los mismos deberes y los mismos derechos que los franceses, con excepción del derecho a voto, inherente a la nacionalidad, y deben cumplir las leyes y

respetar los principios de la República francesa.

La ley, ya proteja o castigue, será la misma para todos, sin distinción de origen, raza ni religión.

Francia, un país laico

La religión en Francia hace parte de la vida privada.

Toda persona puede profesar la creencia religiosa de su elección. El Estado respeta todas las creencias y la libertad de culto, siempre y cuando estas no perturben el orden público.

El Estado no tiene vínculo alguno con ninguna religión y garantiza el respeto de los principios de tolerancia y libertad.

Francia, un país de igualdad

La igualdad entre hombres y mujeres es un principio fundamental de la sociedad francesa. Las mujeres tienen los mismos deberes y los mismos derechos que los hombres. Tanto la madre como el padre son responsables de sus hijos. Este principio se aplica a todas las personas, francesas y extranjeras. Las mujeres no están sometidas ni a la autoridad de su marido, ni a la de su padre o un hermano para poder trabajar o abrir una cuenta bancaria, por ejemplo. Los matrimonios forzados y la poligamia están prohibidos, y la integridad física está protegida por la ley.

Aprender francés, una necesidad

El idioma francés constituye uno de los principios fundamentales de la unidad nacional. El conocimiento de la lengua es, por consiguiente, indispensable para su integración y, además, mejorará su relación con la población francesa en general.

Por esta razón, debe tener un nivel de conocimiento del idioma francés que le permita, por ejemplo, hacerse cargo de los trámites administrativos, inscribir a sus hijos en la escuela, encontrar trabajo y participar plenamente en la vida ciudadana. Si no posee ese nivel cuando llegue al país, debe adquirirlo a través de una formación calificada con un diploma con validez estatal. La Agencia nacional para la recepción de los extranjeros y de las migraciones efectúa la inscripción en esta formación, la cual no tiene ningún costo.

La escuela constituye la base fundamental del éxito profesional de sus hijos. En Francia, la escuela es pública, mixta y gratuita, la escolaridad es obligatoria entre los 6 y los 16 años.



Contrato de acogida y de integración

LIBERTÉ ÉGALITÉ FRATERNITÉ

ANEXO 3: Copia del Contrato de Acogida e Integración en español (pág. 2/2)

Preámbulo

La integración de pueblos distintos requiere un nivel de tolerancia mutuo y el respeto de parte de todos. Franceses y extranjeros, reglas, leyes y costumbres.

La persona que decide vivir en Francia manifiesta la voluntad de integrarse en la sociedad francesa y de aceptar los principios fundamentales de la República.

Por esta razón, usted debe preparar su integración republicana en la sociedad francesa mediante la firma del presente Contrato de acogida y de integración previsto por el artículo L-311-9 del Código francés de entrada y de permanencia de extranjeros y del derecho de asilo.

El presente contrato se celebra entre el Estado, representado por el Prefecto del departamento,

y la Señora - la Señorita - el Señor

Artículo 1: Obligaciones del Estado

El Estado garantiza:

- una reunión de bienvenida colectiva
- una consulta médica que condiciona el otorgamiento del permiso de estadía
- una entrevista individual que permita estimar el nivel de conocimiento del idioma francés que posee la persona que firma el contrato
- en función del caso:
 - una evaluación lingüística
 - una entrevista con un trabajador social que permita, de ser necesario, efectuar un diagnóstico social y elaborar un programa de asistencia social individualizada
- una jornada de formación cívica que incluya los derechos fundamentales y los grandes principios y valores de la República, así como la presentación de las instituciones francesas
- de ser necesario, una formación lingüística cuya duración dependerá de las necesidades y la capacidad de aprendizaje de la persona. Esta formación ha sido elaborada para permitir a los extranjeros alcanzar un nivel equivalente al exigido para el diploma inicial de lengua francesa (DILF);
- una sesión de información sobre el diario vivir en Francia con el fin de facilitar la comprensión de la sociedad francesa y el acceso a los servicios públicos
- información específica relacionada con el acceso al servicio público de empleo y formación profesional y, en función del caso, una evaluación de las capacidades profesionales efectuada por la Agencia nacional para el empleo (ANPE), con el objeto de elaborar o dirigir un proyecto de acceso al empleo.

Artículo 2: Obligaciones del firmante del contrato

La Sra./Srta./El Sr., cuyo nivel de conocimiento del idioma francés es considerado satisfactorio / no satisfactorio (tachar la mención que no corresponda), se compromete a:

- asistir a la jornada de formación cívica y a la sesión de información sobre el diario vivir en Francia
- cursar asiduamente, cuando así se le haya indicado, la formación lingüística que le permita adquirir un nivel de francés satisfactorio, lo que le preparará para presentar el examen organizado al final de la formación para obtener el diploma inicial de lengua francesa (DILF)
- acudir a las entrevistas organizadas para el seguimiento del contrato

La ANAEM expide un certificado de presencia individual al extranjero que asista de forma continua a cada una de las formaciones prescritas.

Artículo 3: Duración del contrato

El presente contrato tiene validez durante un período de un año. El Prefecto puede, excepcionalmente, prolongarlo solamente durante un año adicional, con el fin de que el extranjero empiece o continúe una formación prescrita. En este caso, el contrato se terminará al final de la formación, según las condiciones explicadas por la ANAEM.

Artículo 4: Seguimiento del contrato

La firma del contrato conlleva un seguimiento administrativo y una evaluación de la ANAEM. Cuando el contrato llega a término, la Agencia verifica que el firmante haya cursado las formaciones y asistido a las sesiones de información inscritas en el contrato y le entrega un certificado recapitulativo individual que presenta en detalle las condiciones de la validación. El certificado es enviado al Prefecto, quien, en el momento de decidir la renovación del primer permiso de estadía, puede tomar en consideración el no cumplimiento de las obligaciones establecidas en el contrato por parte del extranjero.

Artículo 5: Respeto del contrato

Se informa al firmante que el Prefecto:

- está habilitado a rescindir el contrato en caso de no participación a una formación prescrita o en caso de desertión, sin motivo válido, cuando la formación ya haya empezado
- tiene en cuenta la firma del contrato y el cumplimiento del mismo para evaluar la integración republicana del extranjero en la sociedad francesa, necesaria para la obtención del permiso de estadía

Nº de contrato:

En El

El Prefecto del departamento

Firmante

Para un menor, el representante legal

Ministerio de Empleo, Cohesión Social y Vivienda
Agencia Nacional para la Recepción de los Extranjeros y de
las Migraciones

La ley francesa Nº 78-17 del 6 de enero de 1978 relativa a "informática, ficheros y libertades" se aplica al presente contrato. Le garantiza el derecho a acceder y rectificar los datos que le conciernen que posee la Agencia nacional para la recepción de los extranjeros y de las migraciones.